

17 oct 1997 -17:00

Compte rendu de la réunion du Conseil des Ministres du 17 octobre 1997

Le Conseil des Ministres s'est réuni à Val-Duchesse, le vendredi 17 +octobre 1997, de 10 h 00 à 12 h 30, sous la présidence du Premier Ministre +Jean-Luc Dehaene. Le Premier Ministre tiendra une conférence de presse à partir de 14 heures en la salle de presse à l'étage -2 du Cabinet du Premier Ministre, entrée 4, rue Ducale. Le Conseil des Ministres a approuvé la répartition des crédits 1997, destinés à financer les programmes de recherche des établissements scientifiques fédéraux. Les subsides s'élèvent à 16.810.000 FB. (communiqué 1 du 17/10/1997) Il a approuvé un projet d'accord de coopération entre l'Etat fédéral +et les Régions concernant l'octroi d'une prime de cessation d'entreprise aux bateliers indépendants. (communiqué 2 du 17/10/1997) Le Conseil a approuvé un projet d'arrêté royal fixant le cadre +organique de l'Institut d'expertise vétérinaire (IEV). (communiqué 3 du 17/10/1997) Le Conseil des Ministres a approuvé un projet d'arrêté royal +calculant et répartissant le crédit spécial pour l'année 1997 en faveur des communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immunisées du précompte immobilier et octroyant une avance sur les quotes-parts dues. (communiqué 4 du 17/10/1997) Le Conseil a discuté le projet ASTRID de communication radio, destiné+ aux services de secours et de sécurité. Le Conseil a aussi approuvé la création de deux centres supplémentaires pour le réseau informatique national des services de secours (RINSIS), l'un dans la province du Brabant flamand (Louvain) et l'autre dans la province du Brabant wallon (Wavre). (communiqué 5 du 17/10/1997) Le Conseil des Ministres a débattu du plan d'action contre la +délinquance économique, financière et fiscale. (communiqué 6 du 17/10/1997) Le Conseil a approuvé la note intitulée "Un accès à une justice à +dimension humaine". (communiqué 7 du 17/10/1997) Le Conseil des Ministres a approuvé trois propositions concernant la +prise en location d'immeubles. Il s'agit de bâtiments destinés aux Ministères des Finances et de la Justice. (communiqué 8 du 17/10/1997) Le Conseil des Ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant augmentation de 500 millions de francs du capital de La Poste. (communiqué 9 du 17/10/1997) Le Conseil a approuvé un projet d'arrêté royal qui remplace le projet+ de loi sur la libre concurrence et l'harmonisation du marché des télécommunications. Le Conseil des Ministres a approuvé, après avis du Conseil d'Etat, l'avant-projet de loi portant des dispositions en faveur de l'emploi. Les amendements à cet avant-projet ont été approuvés, également après avis du Conseil d'Etat. Ils modifient le droit pénal social. Ils sont intégrés dans le projet. (communiqué 10 du 17/10/1997) Le Conseil a aussi approuvé une proposition d'amendements, modifiant +le projet de la loi portant des dispositions sociales - Titres Affaires sociales. (communiqué 11 du 17/10/1997) Il a également approuvé un projet d'arrêté royal fixant, pour 1997, +le budget global des moyens financiers pour les prestations de biologie clinique et d'imagerie médicale. (communiqué 12 du 17/10/1997) Le Conseil a approuvé la requête en annulation devant la Cour +d'arbitrage de deux décrets modifiant le Code des droits de succession. Le Conseil des Ministres a approuvé - après avis du Conseil d'Etat - un avant-projet de loi concernant la fermeture de nuit et les pratiques du commerce. (communiqué 13 du 17/10/1997) Le Conseil a approuvé, d'autre part, un projet d'arrêté royal relatif+ aux produits en papier et/ou en carton passibles de l'écotaxe. Le projet définit ces produits et détermine les conditions d'exonération de l'écotaxe. (communiqué 14 du 17/10/1997) Il a approuvé un projet d'arrêté royal relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés. (communiqué 15 du 17/10/1997) Il a aussi approuvé la nouvelle convention quinquennale entre l'Etat +belge et deux a.s.b.l. de coopération au Développement. Il s'agit de l'Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger (APEFE) et de la Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand (VVOB). Cette convention entrera en vigueur le 1er janvier 1998. (communiqué 16 du 17/10/1997) Le Conseil des Ministres a approuvé une double liste de 16 candidats +pour le renouvellement des mandats de président et de membre de la Commission de la protection de la vie privée. (communiqué 17 du 17/10/1997) Enfin, le Conseil a discuté l'état des travaux concernant les projets+ et avant-projets de loi. Il s'agit des avant-projets de loi qui ont été déposés au Parlement, des avant-projets de loi qui

doivent encore être déposés au Parlement et des avants-projets de loi qui sont en traitement au Conseil des Ministres ou du Conseil d'Etat.

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be